

## 6 Société et Culture

Front social/ Au ministère de l'Education nationale

## La Conasysed lance une grève d'avertissement d'une semaine

F.B.E.M

Libreville/Gabon

**ALORS** que l'année académique avait démarré dans l'apaisement, les membres de la Convention nationale des syndicats de l'éducation (Conasysed) ont lancé hier "une grève d'avertissement jusqu'à vendredi", au sein du ministère de l'Education nationale, sis avenue Charles de Gaulle. Les membres de cette coalition ont ainsi assiégé la cour du ministère (dans le calme), à la suite, disent-ils, de cette décision issue de leur "AG" du 21 novembre dernier.

Les motifs de ce piquet de grève vont des sempiternels problèmes de paiement des vacances des examens 2015, au recrutement des enseignants du pré-primaire, en passant par le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du 2e trimestre 2015, la restitution des bons de caisses à de nombreux enseignants, la construction d'établissements scolaires, etc. Et Louis-Patrick Mombo, délégué administratif de l'intersyndicale, de rappeler que « deux sursis avaient été accordés au gouvernement à la suite de notre rentrée syndicale du 3 octobre dernier ».



Photo : F.B.E.M

Un aperçu des manifestants, hier, dans la cour du ministère. Photo de droite : Le directeur général des ressources humaines, Guillaume Adjangoue-Lappel (c.), donnant des éclaircissements sur les dossiers en cours de traitement.

Le premier, qui courait jusqu'au 31 octobre, concernait « les questions d'ordre financier », tandis que le second, qui court jusqu'en fin décembre, concernait les régularisations administratives. « Depuis lors, le ministre dort sur ces lauriers », dit-il. Même si M. Mombo reconnaît qu'il y a eu des

efforts de la part des nouvelles autorités ministérielles. Et le syndicaliste de citer, à la suite d'un haut responsable du ministère, le cas des bons de caisses "séquestrés", dont 339 des 599 dossiers ont été traités depuis le 14 octobre dernier, et font l'objet d'une distribution à la direction des ressources humaines du ministère. C'est également le cas des dossiers d'enseignants du pré-primaire, dont beaucoup se trouvent déjà du côté du ministère de la Fonction publique.

« Le problème, c'est la len-

teur au niveau du traitement de ces dossiers, des émissions d'attestations de recrutements », a déploré un responsable, sous anonymat. Avant de poursuivre, toujours sur les avancées déjà enregistrées : « Pour les vacances des examens 2015, celles du Bac ont déjà été apurées, il ne reste plus que celles liées aux Bepc et au Cep. D'ici les prochains jours, elles seront certainement traitées. Quant à la question de la PIP, non seulement cela n'est pas de notre ressort, mais elle concerne toutes les administrations. Leur exaspération est légitime,



Photo : F.B.E.M

mais il faut qu'ils soient un peu patients ».

Une réunion entre les leaders syndicaux et le directeur de cabinet du ministre s'est tenue hier en matinée. Elle a abouti à la mise en place, dès aujourd'hui, d'une commission paritaire chargée d'étudier les cas d'enseignants dont les bons de caisses ne sont pas encore traités. Les grévistes ont, cependant, décidé de poursuivre leur mouvement, jusqu'à obtention "d'actes plus concrets", comme l'a laissé entendre le délégué général Simon Ndong Edzo, à l'issue de la rencontre.

## Escroquerie de la BR Sarl

## Les investisseurs n'en démordent pas

R.H.A

Libreville/Gabon

**Ces personnes qui ne demandent qu'à entrer en possession de leurs dus, entendent user de tous les moyens légaux allant dans ce sens. Hier, elles ont entrepris une marche, dispersée par la police, en direction du Conseil d'Etat.**



Photo : R.H.A

Pour se faire entendre, certains clients ont décidé de camper au siège de ladite société.

**L'AXE** Charbonnages- Aéroport a connu une véritable perturbation hier matin. Pour cause, un nombre considérable des épargnants malheureux de la société BR Sarl ont entrepris une marche en direction du Conseil d'Etat, afin de mieux se faire entendre par le patron de cette institution juridique. Seulement voilà, le mouvement a été interrompu par les forces de l'ordre qui, à l'aide des bombes lacrymogènes, ont tout fait pour disperser les manifestants. Cette énième grogne des investisseurs s'explique, selon eux, par le silence des autorités depuis que cette arnaque a commencé avec la fermeture des agences de cette structure à Libreville et dans certaines villes de l'intérieur du pays où elle était établie. Selon ces clients

floués par un pasteur reconverti en banquier- aujourd'hui introuvable -, les agents des forces de l'ordre auraient même mis la main sur leur représentant, alors qu'il tentait d'expliquer les raisons de leur grogne. Une situation qui met à mal ces derniers qui disent se retrouver aujourd'hui sans aucun interlocuteur.

De retour au siège de l'agence aux Charbonnages, qui demeure portes closes, les clients en colère se sont retrouvés en assemblée générale, en vue d'étudier les voies et moyens d'obtenir réparation. Mais tous n'avaient qu'un seul souhait : que justice soit faite car, selon eux, les auteurs de cette arnaque mirobolante doi-



Photo : R.H.A

Après avoir été stoppés dans leur marche vers le conseil d'Etat, les clients de la BR Sarl ont pris d'assaut l'agence-siège des Charbonnages, pour une AG.

vent être interpellés pour qu'ils répondent de leurs actes devant les juridictions compétentes. Mais avant, ils exigent que leurs dus leur soient intégralement remboursés.



Photo : R.H.A

Les agences de Br Sarl, comme celle-ci, demeurent closes depuis plusieurs semaines.

Tous espèrent aussi que leur récente rencontre avec le Premier ministre, Pr Daniel Ona Ondo, pourra amener les autorités à prendre la pleine mesure de ce problème, qui a

mis des petites gens, et même certains nantis, sur le carreau !

Une question, une seule, ne cesse de tarauder actuellement l'esprit des clients de cet établissement de micro-finance ayant pignon sur rue au Gabon depuis bientôt quatre ans : où étaient les autorités compétentes lorsque cette entreprise s'est établie en territoire gabonais ? Pourquoi aucune véritable mesure n'a jamais été prise depuis le début de cette crise ?

Pour l'heure, seul le nouveau gérant de BR Sarl, Roger Nzue Ondo, a la lourde responsabilité de sauver ce bateau des grandes vagues qui l'exposent à un horrible naufrage. Affaire à suivre...

## Ici et ailleurs

• Code de protection sociale

Paul Biyoghé Mba préside une réunion ce matin



Photo : JOE MANIANGA

AUX fins de la mise en place de la Commission tripartite Etat/Patronat/Confédérations syndicales des travailleurs en charge de l'élaboration du Code de protection sociale, une séance de travail, présidée par le premier vice-Premier ministre, ministre de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, Paul Biyoghé Mba, est prévue ce mardi matin au Centre de formation de la CNSS, sis au quartier Glass. Y sont conviées, toutes les personnes désignées par leurs administrations et organisations respectives.

• Religion

La bible à l'honneur aujourd'hui

Ce 24 novembre est la journée mondiale de la Bible. Occasion d'encourager chaque chrétien à lire au moins un fragment des saintes écritures ce jour. Avec l'avènement de l'œcuménisme, il est également recommandé aux non chrétiens de consulter ce Livre divin.

• Escapes documentaires de Libreville

A l'école de la critique cinématographique



Photo : DR

Dans le cadre de la 10e édition de cette manifestation consacrée au film documentaire, plusieurs professionnels des médias locaux suivent, depuis dimanche dernier, à l'Institut français, une formation sur la critique d'œuvres cinématographiques. L'atelier qui s'achève dimanche, est animé par Martial Ebenezer Nguea, secrétaire général de l'association des critiques d'Afrique centrale.

• Climat

Œufs de tortue en danger

Les œufs déposés par les tortues marines sur les plages du Panama risquent de "frir" avant d'éclore, en raison du réchauffement de la planète, met en garde une association de défense de l'environnement.

Rassemblés par C.G.K et F.S.L